



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".  
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)  
N° 166 MAI 2003 - 4 € ISSN 0989-3237

## L'ÉCONOMIE FRANÇAISE APRÈS LES SOCIALISTES

par **Christian LABROUSSE**,  
ancien recteur, professeur des universités

*Intervention lors de la convention nationale du MIL (février 2003)*

L'économie traduit les relations entre l'argent et les hommes. Celles-ci ont toujours été conflictuelles car, par définition, les hommes sont

changeants et qu'il faut du temps pour créer la richesse et, ensuite, pour en disposer de façon intelligente.

### L'HÉRITAGE SOCIALISTE

Une constatation : les socialistes ont légué au gouvernement Raffarin une situation catastrophique du point de vue économique. Ainsi la dette supplémentaire laissée à chaque Français par Jospin se monte à plus de 3.000 euros. Pratiquement tout est en ruine pour la création de richesse. Celle-ci repose sur des cycles. Tantôt hauts, tantôt bas. Nous savons cela depuis plus d'un siècle et c'est une constante planétaire. Quand nous sommes

en haut de cycle, nous avons beaucoup d'argent et là les socialistes ont une énorme responsabilité car ils ont dilapidé à l'envie ce qui est en fait notre argent. Ils ont soutenu des activités inutiles par la création d'emplois bouche-trou et cédé en payant à la moindre revendication corporatiste... Bref, ils ont gaspillé la richesse créée par les Français et rien mis en réserve pour supporter le bas de cycle que nous connaissons actuellement.

### LA RELANCE NÉCESSITE UN PEU DE TEMPS

Depuis les élections, dans le domaine économique peu de choses sont apparues si ce n'est plus de chômeurs et plus de faillites. C'est plus une impression qu'une réalité. Car là est la vraie nature de l'économie. Celle-ci ne se manœuvre pas aisément. Avant d'agir, avant de prendre une décision, il faut réfléchir à quelle décision. Une fois celle-ci prise, il faut la mettre en œuvre ; cela prend du temps, ensuite il faut vérifier si on a vraiment pris la bonne décision et si des modifications

d'orientation s'avèrent nécessaires. En économie on ne peut pas bâtir des politiques à 180° qui tournent le dos au passé, même si celui-ci ne nous satisfait pas. Le gouvernement actuel a dressé un état des lieux, a identifié les bombes économiques de certains dossiers et a commencé à les désamorcer en agissant dans de bonnes directions. L'économie nécessite du temps et le gouvernement agit en gestionnaire responsable.

### LES RETRAITES

Si le rôle du temps est important en économie, il est crucial pour le problème des retraites. N'oublions pas que les problèmes démographiques

sont des problèmes de long terme. On semble découvrir maintenant l'existence d'un problème de retraites. Il a fallu que le président de la Répu-

blique déclare l'urgence d'une solution. Pourquoi ce problème de retraites ?

La France a un système dit de répartition c'est-à-dire que les actifs, les travailleurs en activité payent les retraites de ceux qui ont cessé de travailler. Depuis cinquante ans, ce système fonctionnait relativement bien, mais compte tenu de l'évolution démographique, il ne pourrait durer sans changement. Les socialistes n'ont pas voulu réformer les retraites. Ils ont privilégié l'inaction à l'action et ont pris l'autruche comme modèle.

Le dossier des retraites nécessite la mise à plat de cinquante ans d'habitude et demande donc du courage politique. Notion bien évidemment absente chez les socialistes mais heureusement présente dans le gouvernement actuel. Venons-en à l'explication dite technique.

Nous vivons dix ou vingt ans de plus qu'il y a cinquante ans. Ceci change beaucoup de choses. C'est-à-dire que si un Français vit vingt ans de plus qu'en 1950, il faut le nourrir, le loger et le soigner d'autant. Ainsi plus de dépenses de santé et de maladie. En effet, on sait qu'à partir d'un certain âge, une personne qui a plus de 75 ans consomme huit fois plus de dépenses maladie qu'une personne de 20 ans ! A partir d'un certain âge, nous devenons, hélas, dépendants des autres pour notre vie de tous les jours. Nous nous trouvons donc face à deux phénomènes qui ont bouleversé l'équilibre du

fonctionnement des retraites par répartition : l'allongement de l'espérance de vie et le coût des dépenses de santé des personnes âgées. L'équilibre, qui existait depuis cinquante ans entre actifs et retraités, sera mathématiquement rompu vers 2005-2006 ; à l'heure actuelle, nous avons dix actifs pour quatre personnes âgées. Dans deux ans, cela sera cinq et dans dix ou quinze ans six ou sept. Ainsi, au lieu de consacrer 11 % du PIB comme aujourd'hui, il faudra 15 % ou 20 % du PIB pour financer les dépenses de retraites. Ce qui est économiquement impensable. La non-action du gouvernement socialiste oblige le gouvernement actuel à une thérapeutique de choc. Si l'on veut que les retraités gardent un niveau de vie décent, il faut que les actifs créent plus de richesses, tout simplement en travaillant un peu plus longtemps, en augmentant la durée d'activité, à l'instar de ce qui se passe dans les autres pays industrialisés. Il nous faut sortir d'une logique où existerait une solution unique pour tous les actifs et tous les retraités pour privilégier des solutions extrêmement diversifiées. Un peu de capitalisation s'avérera nécessaire et devra être possible pour ceux qui le souhaitent.

Comme sur d'autres sujets les socialistes n'ont rien fait et aujourd'hui, le discours sur les droits et les avantages acquis n'a plus de sens face aux réalités démographiques et de santé.

## LA CROISSANCE

Il s'agit de la croissance des richesses. La richesse se mesure par le PIB. La France est un des Etats le plus riche parmi les 200 de la planète ; nous sommes 4<sup>ème</sup> ou 5<sup>ème</sup> selon les classements. Nous avons beaucoup de chance de vivre en France. Parlons du taux de croissance. Bien sûr le taux de l'année dernière de 1 % était catastrophique mais la situation économique n'est pas mauvaise. Tous les économistes honnêtes de droite comme de gauche le reconnaissent. Illustrons ces propos.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance de l'année passée fut de l'ordre de 2,5 %, c'est-à-dire que les Américains doublent leur richesse, la première de la planète, en moins de 30 ans. Avec nos 1 %, nous doublons notre richesse en 70 ans. Mais cette année, avec un peu plus de 2 %, nous doublerons la richesse française en 35 ans. Non seulement nous sommes riches mais nous continuons

à augmenter notre richesse. La situation est donc loin d'être désespérée. Mais pour obtenir cette croissance il faut respecter des règles strictes : rigueur de gestion, chasse aux gaspillages et investissements créateurs de richesses.

Les principaux domaines créateurs de richesses sont les domaines de l'innovation et de la recherche, de la recherche qui trouve. Et là, la France est bien placée avec un gouvernement décidé à favoriser ces domaines. Les autres pays européens sont eux aussi concernés et y répondent selon leurs moyens. L'économie européenne est loin d'être détruite. Pour l'ensemble de l'Europe, nous aurons sûrement une croissance moyenne proche de 2 %, nous doublons la richesse européenne en 35 ans. C'est une des raisons pour laquelle les pays d'Europe centrale veulent nous rejoindre.

## LA DÉFLATION : FAUSSE RUMEUR

Ne tombons pas dans le discours qui consiste à dire que nous sommes proches de la déflation, mot employé par certains esprits chagrins. La déflation est une maladie de l'économie très grave. Cela veut dire que les prix baissent régulièrement. De même que les bénéfiques. Le profit disparaît dans les entreprises. Le chômage augmente. Il n'y a plus de

bénéfices. Les banques ne servent plus à rien, les usagers n'ont plus confiance et les banques font faillite... C'est ce qui se passe au Japon depuis une dizaine d'années. Le Japon reste quand même une grande puissance économique. La gestion de la richesse d'un pays demande un pilotage très fin. Il faut du savoir faire et du courage. Le

gouvernement actuel agit dans la bonne direction, quitte à augmenter quelques déficits. Il vaut mieux

être déficitaire durant une courte période que de casser la machine à produire des richesses !

## LES INVESTISSEMENTS

Sur ce point aussi les socialistes se sont révélés imprévoyants, dogmatiques et sans courage. Pour que fonctionne cette machine économique il faut investir, c'est-à-dire disposer de capitaux épargnés. Les Français épargnent à peu près 15 % de leurs revenus chaque année. Mais au lieu de déposer cette épargne dans les caisses d'épargne, où le taux d'intérêt fixe est faible, il vaudrait mieux diriger cette épargne vers les entreprises pour construire des firmes performantes au niveau international, qui créeront des emplois. Les socialistes, pour des raisons idéologiques, se sont

prononcés contre ces fameux fonds de pensions, qui sont tout simplement le moyen de financer une économie dynamique et créatrice. Alors si on doit mettre un peu de capitalisation au niveau des retraites, cela permettra également d'investir dans les segments économiques créateurs de richesses. La tâche s'avère ardue car les socialistes ont gaspillé toute la cassette des années de croissance et fait disparaître la confiance des épargnants. Le gouvernement actuel s'emploie donc à remettre l'investissement en marche pour permettre la richesse future.

## LES RÉFORMES STRUCTURELLES

L'action directe du gouvernement se passe au niveau des structures. Courageusement, le gouvernement met en musique la feuille de route définie par le président de la République durant la campagne présidentielle, notamment les dénationalisations, c'est-à-dire transformer des entreprises de fonctionnaires en entreprises tout court, avec des acteurs économiques qui savent prendre des risques. La sanction, bonne ou mauvaise, faisant la différence entre un fonctionnaire et une personne du privé.

Donc action sur les structures : mise en route d'un programme de privatisation comme celui d'Air France, privatisation du Réseau Ferré en France,

c'est-à-dire que sur les rails français circuleront des trains de fret européens. Si on veut créer une vraie union économique à l'ensemble de l'Europe, pourquoi les sociétés étrangères, notamment européennes, ne viendraient-elles pas travailler sur notre sol ? Et réciproquement ?

Ainsi, cette phase de privatisation qui, malheureusement tombe dans un cycle économique bas, commence à se mettre en place pour le plus grand bien de notre économie. Mais le plus dur sera de faire évoluer les mentalités, de transformer un fonctionnaire en un acteur performant du secteur privé : un preneur de risques.

## LES CHARGES

Les impôts commencent à baisser. Une vraie rupture avec les socialistes. Devant un problème de financement, les socialistes ne connaissent qu'une solution : on augmente les impôts et on promet des baisses pour le quatrième ou cinquième millénaire ! Le président de la République a dit : « Nous allons baisser régulièrement les impôts, tout de suite et pendant les prochaines années. » Acte courageux car les dépenses nouvelles devront être financées par la disparition des dépenses stériles, donc par la réforme des dépenses publiques. Le Premier ministre lance la réforme de l'Etat. Le président de la République l'a encore rappelé lors des vœux : la baisse des impôts est un axe majeur de sa politique économique. Cela démontre la volonté de changement et le courage du gouvernement. Mais c'est un changement intelligent, souple, pensé, accompagné sur la durée. Pourquoi vouloir répondre à chaud à tous les problèmes que les socialistes

nous ont laissés ? La précipitation est souvent mauvaise. Cette année le gouvernement s'attaque aux retraites puis viendra l'année de la santé et ainsi de suite. Nous entrons donc dans une ère nouvelle où l'organisation rationnelle de la dépense publique est le but final pour le plus grand bien de tous. Nous avons la durée pour nous. Quand on regarde comment le général de Gaulle a rétabli les finances de la France, il a pris quelques mesures phares puis il a fallu quelques années pour que des gouvernements puissent rétablir une situation saine. Dans 4 ou 5 ans, la situation économique de notre pays sera excellente. Le président de la République et le gouvernement auront réussi le redressement économique du pays en lui redonnant les moyens techniques de sa grandeur et, surtout, en ayant restauré chez les Français la confiance et la volonté d'entreprendre.

